



# LES MÉDIAS DE SERVICE PUBLIC POUR LA DÉMOCRATIE



Conférence conjointe du Conseil de l'Europe et  
de l'Union Européenne de Radio-Télévision

22 novembre 2022  
Vilnius, Lituanie

[www.coe.int/PSM4democracy](http://www.coe.int/PSM4democracy)

ORGANISÉE PAR :

**EBU**

OPERATING EUROVISION AND EURORADIO



En partenariat avec :

**LRT**

Hébergé par:



Conférence conjointe Conseil de l'Europe – UER

## MÉDIAS DE SERVICE PUBLICS POUR LA DÉMOCRATIE

### Note conceptuelle

La liberté d'expression et d'information garantie par la Convention Européenne des Droits de l'Homme constitue l'un des fondements essentiels d'une société démocratique. Pourtant, ces dernières années, elle a connu un déclin dans de nombreux pays. L'indépendance de la presse et des médias n'a cessé de s'éroder et la pandémie n'a fait qu'amplifier cette tendance.

Les deux années de pandémie et les événements de cette année marqués par une guerre en Europe ont une fois de plus démontré l'importance de la liberté d'expression et les défis auxquels est confronté le journalisme en temps de crise. Plus important encore, ces événements ont plus que jamais mis en évidence la nécessité de disposer d'informations fiables et dignes de confiance.

La désinformation, un problème grandissant associé aux effets négatifs de la transformation numérique et identifié comme le phénomène le plus visible de ce que l'on appelle le « désordre de l'information », a pris une nouvelle dimension pendant la pandémie et à nouveau avec le déclenchement de la guerre contre l'Ukraine.

Un autre indicateur de la détérioration de la liberté d'expression est la menace grandissante qui pèse sur la sécurité des journalistes en Europe, comme en témoigne le nombre croissant d'alertes sur la nouvelle plateforme en ligne du Conseil de l'Europe pour la protection du journalisme et la sécurité des journalistes. Malheureusement, les événements actuels en Ukraine montrent également à quel point les professionnels des médias sont vulnérables lorsqu'ils couvrent des zones de guerres. La liste tragique des victimes s'allonge de jour en jour.

Les médias de service public (MSP) ne sont pas épargnés par les évolutions négatives. Les MSP sont confrontés à un nombre croissant de remises en cause de leur indépendance et de leur pérennité, pouvant aussi entraîner leur disparition. Les voix s'élèvent pour mettre en garde contre ces tendances inquiétantes qui menacent la nature même de nos démocraties. En effet, les recherches de l'Union Européenne de Radio-Télévision (UER) ont montré que des MSP indépendants et bien financés vont de pair avec des démocraties saines.

Si la nécessité de disposer de MSP indépendants est devenue une évidence encore plus marquée pendant la pandémie et en temps de guerre, le rôle clé des MSP pour les sociétés démocratiques était depuis longtemps reconnu par le Conseil de l'Europe et renforcé par un ensemble de normes. Les États membres du Conseil de l'Europe ont accepté de mettre en œuvre ces normes au niveau national. Elles couvrent la

mission, le financement et la gouvernance des MSP, y compris dans l'environnement en ligne et sur les plateformes.

Une Déclaration adoptée par le Comité des Ministres en 2006 résume les exigences nécessaires à l'indépendance des MSP, appelant les États membres à fournir les moyens juridiques, politiques, financiers, techniques et autres nécessaires pour assurer une véritable indépendance éditoriale et une autonomie institutionnelle des organismes de radiotélévision de service public, afin d'éliminer tout risque d'ingérence politique ou économique.

Le respect de ces exigences reste un défi pour de nombreux États membres du Conseil de l'Europe, rendu encore plus complexe par le passage d'un environnement médiatique traditionnel à un environnement numérique. Les MSP sont en concurrence avec un nombre toujours plus grand de fournisseurs de contenu, y compris en ligne et à la demande, qui opèrent sur de nombreuses plateformes différentes. Les attentes en matière d'innovation des services et qualité des contenus ne s'accompagnent pas toujours de conditions et financements adéquats et suffisants.

La protection de la liberté d'expression est une priorité essentielle du cadre stratégique du Conseil de l'Europe. La conférence abordera le rôle clé des médias de service public crédibles, indépendants, impartiaux, bien financés et innovants dans la sauvegarde de ce droit humain fondamental. Elle s'intéressera à la façon dont les normes du Conseil de l'Europe sont mises en pratique et réfléchira aux raisons pour lesquelles ces normes sont cruciales pour la société, en particulier en temps de crise.

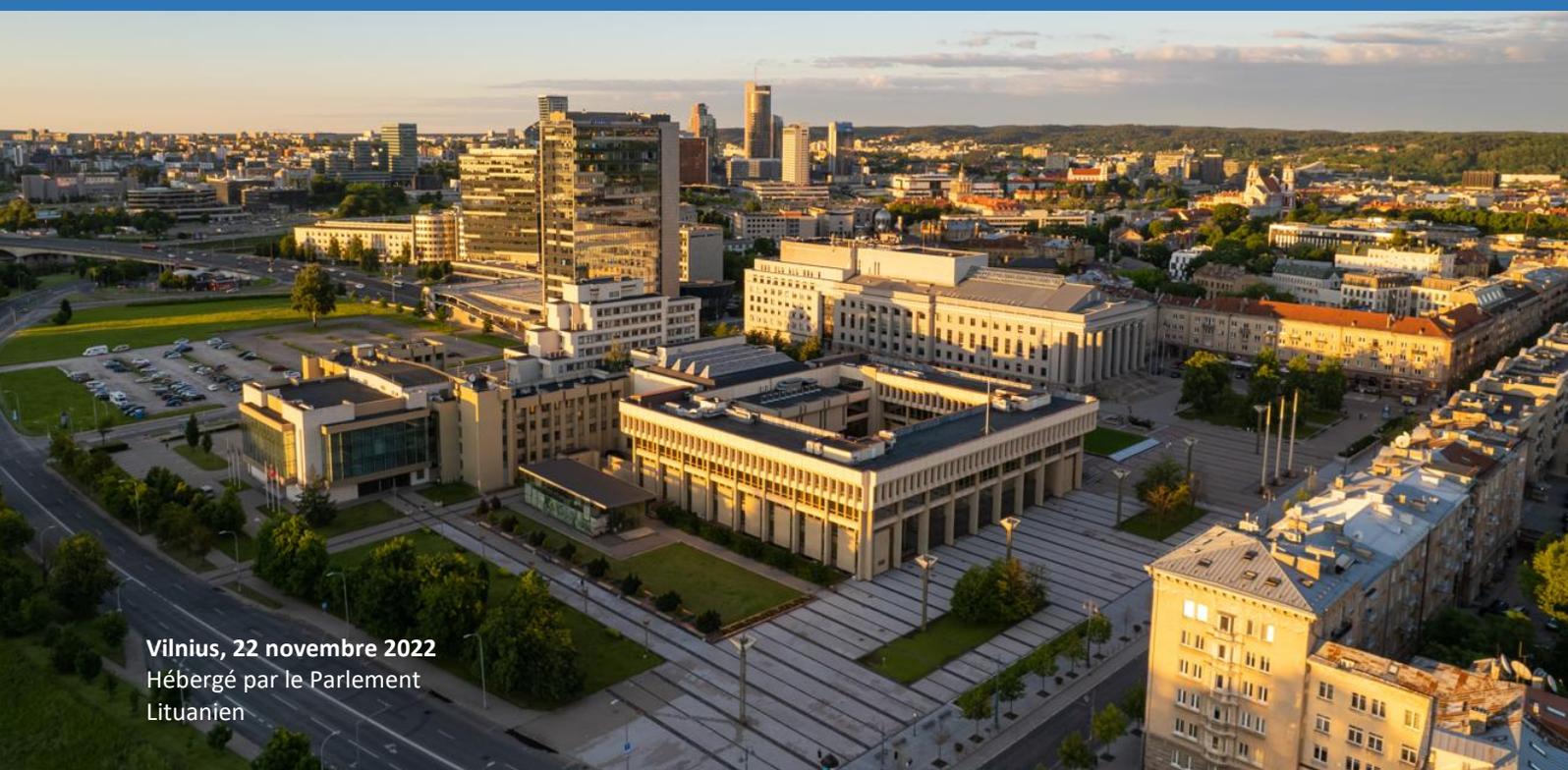
Un résumé des normes existantes concernant les MSP sera fourni avant la conférence.

Des études de cas de différents pays illustreront les problématiques et des échanges auront lieu sur les bonnes pratiques pour mettre en avant ce que les MSP peuvent apporter si les normes sont bien respectées. Ces études de cas montreront également si la mission des MSP peut être menée à bien.

Les discussions avec des représentants de haut niveau du Conseil de l'Europe et de ses États membres, des membres de l'UER, de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, d'autres organisations internationales, des parlementaires régionaux, des autorités réglementaires, des journalistes et des organisations de la société civile devraient aboutir à une série de recommandations concrètes sur la manière d'améliorer la situation, ainsi qu'à une réflexion sur l'opportunité de réviser les normes applicables pour répondre aux défis les plus récents auxquels sont confrontés les MSP. Les recommandations seront présentées dans les conclusions de la conférence.

La conférence **MÉDIAS DE SERVICE PUBLICS POUR LA DÉMOCRATIE** offrira un forum pour des discussions entre des représentants de haut niveau du Conseil de l'Europe et de ses États membres, des membres de l'UER, de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, d'autres organisations internationales, des parlementaires régionaux, des autorités réglementaires, des journalistes et des organisations de la société civile. Ces débats devraient aboutir à une série de recommandations concrètes sur la manière d'améliorer la situation, ainsi qu'à une réflexion sur l'opportunité de réviser les normes applicables pour répondre aux défis les plus récents auxquels sont confrontés les MSP. Les recommandations seront présentées dans les conclusions de la conférence.

[www.coe.int/PSM4democracy](http://www.coe.int/PSM4democracy)



Vilnius, 22 novembre 2022  
Hébergé par le Parlement  
Lituanien

L'Union Européenne de Radio-Télévision (UER) est la plus grande alliance de médias de service public (MSP) dans le monde. Elle compte 112 organismes Membres dans 56 pays, ainsi que 31 Affiliés en Asie, en Afrique, Australasie et sur le continent américain. Ses Membres exploitent près de 2000 services télévision, radio et service en ligne et offrent une multitude de contenus à travers d'autres plateformes dans plus de 160 langues.

[www.ebu.ch](http://www.ebu.ch)

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 46 États membres, dont tous les membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

[www.coe.int](http://www.coe.int)

ORGANISÉE PAR :

**EBU**

OPERATING EUROVISION AND EURORADIO



En partenariat avec :

**LRT**

Hébergé par :

